

petites-bourgeoises. Si pour le développement du capitalisme, le développement des grandes unités étatiques fut une nécessité, il est tout aussi vrai qu'aucune d'entre elles ne se constitua sur la base du fameux principe national, qu'il est d'ailleurs très difficile à définir concrètement. Un écrivain, qui ne peut certainement pas être taxé de révolutionnaire, Vilfredo Pareto, dans un article paru en 1918, a fait la critique du « supposé principe des nationalités ». Il a montré l'impossibilité qu'il y a de trouver une définition satisfaisante ainsi que l'insuffisance flagrante des nombreux critères qui paraissent servir à pouvoir le caractériser (ethnique, linguistique, religieux, historique, etc...). En définitive, tous se contredisent entre eux ou dans leurs résultats. Pareto fait aussi l'évidente observation, que nous avons d'ailleurs énoncée dans les polémiques de l'époque de la guerre, que pour indiquer la solution des problèmes nationaux, ce ne sont certainement pas les plébiscites qui représentent un moyen certain, parce qu'on établit préventivement les limites du territoire où l'on appliquera la votation majoritaire et la nature des pouvoirs qui organiseront le contrôle. On en arrive donc ainsi à un cercle vicieux.

Il n'est pas nécessaire de reporter ici tout le contenu des polémiques d'il y a neuf ans. Il nous fut facile, à cette époque, à nous internationalistes, de prouver comment les fameux principes invoqués par les social-patriotes se prêtaient à des applications tout à fait contradictoires. Tout Etat peut, en cas de guerre, invoquer une situation de défensive: l'agresseur peut être celui dont le territoire sera « foulé par l'invasion étrangère »; en tout cas, une attitude révolutionnaire du mouvement socialiste arrivera à des conclusions analogues, soit qu'il s'agisse d'offensive ou de défensive militaire; cela parce qu'il suffit et parce que les Etats capitalistes en guerre sont capables de transformer la première en la seconde. Quant aux questions nationales et séparatistes, elles sont si nombreuses et si complexes qu'on peut les employer à justifier des formations d'alliances toutes autres que celles qui se sont déterminées lors de la guerre mondiale.

Les trois fameux principes énumérés se contredisaient donc singulièrement dans leur application. Nous demandions alors aux social-patriotes s'ils admettaient qu'un peuple plus démocratique ait le droit d'attaquer et de s'assujettir un peuple moins démocratique, si, pour la libération des régions annexées par d'autres pays, on pouvait admettre l'agression militaire, et ainsi de suite. Et ces contradictions logiques se traduisaient dans la possibilité de justifier — une fois ces thèses fallacieuses adoptées — l'adhésion socialiste à toute guerre: ce qui arriva en fait. Et la tactique de la social-trahison qui s'appuie sur les mêmes arguments dans tous les pays, parvint, au travers des conditions les plus disparates, à entraîner les uns contre les autres les travailleurs des deux côtés du front de guerre.

Il nous fut également facile de prévoir que les gouvernement bourgeois vainqueurs, quels qu'ils furent, ne se seraient jamais préoccupés d'appliquer, après la guerre, les critères ou, suivant les social-nationaux, se trouvaient contenus, non seulement le motif de l'adhésion du prolétariat à la guerre, mais aussi la garantie que la guerre aurait abouti aux fins présentées aux travailleurs trompés par leurs chefs indignes.

Il n'y a donc pas d'arguments nouveaux quant à la critique des déviations social-nationalistes et quant à leur réfutation; mais moins facile se présente et se présentait, surtout au moment de la fondation de la IIIe Internationale, la solution positive à apporter à la question nationale au point de vue communiste. Le problème ne peut être considéré liquidé par les thèses du IIe Congrès (1920), d'autant plus que même le Ve Congrès prochain devra s'en occuper.

Il est clair que l'I. C. ne va pas, pour la solution des problèmes liés à son attitude politique et tactique, emprunter des théories et des formules bourgeoises et petites-bourgeoises. L'Internationale Communiste a restauré les valeurs de la doctrine et de la méthode marxiste, en inspirant son programme et sa tactique de cette dernière.

Sur de telles bases, quel est donc le chemin pour arriver à la solution de problèmes, comme celui national par exemple? Nous voulons l'indiquer dans ces lignes très élémentaires. Les révisionnistes parlaient d'un examen conduit chaque fois

sur la base des situations contingentes et exempt de préoccupations de fins et de principes généraux. De cela, ils arrivaient à des conclusions purement bourgeoises, d'autant plus que, dans l'appréciation des situations, ils ne s'en tenaient nullement à des critères marxistes, mettant en relief le jeu des facteurs économiques et sociaux et des contrastes surgissant des intérêts de classe. L'on pourrait affirmer, à ce propos, que la juste ligne communiste consiste à assurer, dans l'analyse des situations, une stricte fidélité à la méthode marxiste de la critique des faits, et, par là, arriver librement aux conclusions sans avoir besoin de les délimiter par des idées préconçues. Mais, à notre avis, une telle réponse garde en elle-même tous les dangers de l'opportunisme à cause de son excessive indétermination. D'autre part, l'on pourrait nous objecter qu'il est nécessaire d'ajouter à un examen marxiste et de classe des contingences données l'application de principes et de formules générales obtenus par un renversement presque mécanique des formules bourgeoises; nous admettons volontiers qu'on pêche en cela par un simplisme grossier et par un radicalisme erroné. Certaines formules simples sont indispensables pour l'agitation et la propagande de notre parti. Et elles contiennent, en tout cas, des dangers moindres que l'excessive élasticité. Mais ces formules doivent être des points d'arrivée, des résultats et non des points de départ dans l'examen des questions, dont parfois le parti doit aborder la critique et la délimitation dans ses organes suprêmes afin de donner, en des termes clairs et explicites, des conclusions aux dispositions de la masse des militants. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, l'on pourrait appliquer cette pensée à la formule « contre toutes les guerres » qui, en une période historique donnée, sépare très bien les véritables révolutionnaires des opportunistes subtilisant sur la distinction entre *guerre* et *guerre*, et arrivant à la justification de la politique de chaque bourgeoisie. Mais cette formule: « contre toutes les guerres », est certainement insuffisante comme énonciation de doctrine, ne fut-ce que parce qu'elle pourrait, par son radicalisme formel qui renverse grossièrement l'attitude opportuniste, nous conduire à une idéologie bourgeoise autre: au pacifisme du style tolstoyen. On tomberait ainsi en contradiction avec notre postulat fondamental de l'emploi de la violence armée.

Le chemin marxiste, qui se montre adéquat pour la réponse à ces problèmes, n'est ni l'un ni l'autre. Il mérite d'être bien mieux précisé par le parti du prolétariat révolutionnaire, bien qu'il en existe déjà des exemples très brillants, comme l'admirable édifice de la critique marxiste-léniniste aux doctrines démocratiques bourgeoises et dans la définition de notre programme à l'égard de l'Etat.

Pour indiquer brièvement la solution qui nous paraît la meilleure, nous dirons que la thèse suivant laquelle la politique marxiste se contente d'un simple examen des situations successives (par une méthode bien entendu déterminée), et sans exiger d'autres éléments, est à repousser. Quand nous aurons étudié les facteurs de caractère économique et le développement des contrastes de classe qui se présentent dans l'appréciation de tels problèmes, nous aurons fait quelque chose d'indispensable, mais nous n'aurons pas encore tenu compte de tous les éléments. Il y aura certainement d'autres critères dont il faut tenir compte, qui peuvent s'appeler « principes » révolutionnaires, à la condition que ces principes ne consistent pas dans des idées immanentes et données a priori, fixées une fois pour toutes dans des tables « trouvées » quelque part et à jamais incrustées. Si l'on veut, on peut renoncer au mot principe pour parler de postulats programmatiques: on peut toujours mieux préciser, on doit le faire, en tenant présentes les nécessités linguistiques d'un mouvement international: notre terminologie.

A tous ces critères, l'on arrive par une considération où réside toute la force révolutionnaire du marxisme. Nous ne pouvons ni ne devons résoudre les problèmes, par exemple, des dockers anglais ou des travailleurs de la Finlande, par les seuls éléments tirés de l'étude, par une méthode de déterminisme, par des considérations d'espace et de temps qui se posent d'une façon immédiate à la solution du problème. Il y a un intérêt supérieur qui guide notre mouvement révolutionnaire où les intérêts partiels ne peuvent pas contraster, si l'on considère tout le développement historique. Mais l'indication de cet intérêt général ne surgit pas immédiate-